



**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN**  
**ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA MEDITERRANEE**  
الجمعية البرلمانية للبحر الأبيض المتوسط

**2<sup>ème</sup> Commission Permanente sur la Coopération Economique,  
Sociale et Environnementale**

Groupe d'Etude spécial sur l'Environnement et le Changement climatique

« En route vers Copenhague »

**Rapporteur : Mme Elsa Papademetriou (Grèce)**

***Résolution approuvée par consensus par la 2<sup>ème</sup> Commission permanente  
lors de sa 4<sup>ème</sup> réunion le 25 juin 2009 à Lisbonne***

*Exprimant son inquiétude à propos des effets globaux de changement climatique dus aux activités humaines anthropiques et qui sont déjà visibles dans de nombreuses régions de notre planète,*

*Exprimant son inquiétude à propos de l'augmentation de plus de 2 degrés Celsius de la température mondiale analysée et étudiée par les scientifiques si aucune mesure n'est prise au jour d'aujourd'hui,*

*Convaincus que les émissions des gaz à effet de serre doivent être réduits de moitié au moins avant 2050 en prenant pour référence 1990.*

*Convaincus de la nécessité d'adopter un traité qui succèderait au Protocol de Kyoto,*

*Soulignant les engagements pris par les parties à la CCNUCC dans le Plan d'Action signé à Bali quant à la conclusion d'un accord sur la suite à donner aux accords de Kyoto à Copenhague en Décembre 2009,*

*Ayant de grandes attentes sur les résultats des négociations actuelles quant à la révision du protocole de Kyoto,*

*Reconnaissant que la crise financière globale a assombri les négociations internationales tenues à Poznan en décembre dernier et a relégué au second plan les efforts nationaux en vue de combattre de changement climatique,*

*Accueillant avec satisfaction le "paquet climat" de l'Union européenne et l'annonce que l'UE présentera à Copenhague l'objectif ambitieux d'une réduction de 30% des émissions des gaz à effet de serre à l'horizon de 2020,*

*Accueillant avec satisfaction l'annonce par la nouvelle Administration américaine qu'elle entend jouer un rôle prépondérant sur la question du changement climatique,*

*Soulignant les opportunités d'investissements qui découlent d'une transition vers des économies qui nécessitent moins de carbone, notamment en période de récession globale,*

*Reconnaissant* l'importance d'un usage efficace et durable de toutes les ressources naturelles, humaines et financières dans un effort de réduire l'impact du réchauffement climatique,

*Soulignant* l'importance des forêts qui captent naturellement le carbone mais qui lors d'incendie ou d'exploitation trop importante sont sources d'émissions élevées,

*Réaffirmant* le principe de responsabilité partagée et différenciée entre toutes les nations,

*Reconnaissant* que les méfaits sont en partie impartis aux pays développés et que ceux-ci doivent prendre immédiatement des mesures pour répondre à leur devoir démocratique d'aider les pays en développement par le biais de fonds, de technologie et de transfert de savoir-faire,

- I. Demande instamment aux gouvernements de débiter les négociations avec une vision partagée pour l'humanité toute entière,
- II. Demande instamment aux gouvernements de tous les pays développés de suivre l'exemple de l'Union européenne et d'annoncer des objectifs claires et pour le court et moyen terme tout en portant l'attention nécessaire aux transferts de technologie vers les pays les moins développés,
- III. Demande aux gouvernements des pays de l'APM de souscrire à l'objectif défini par la communauté scientifique internationale et consistant à limiter à 2° C la hausse moyenne des températures depuis l'ère préindustrielle ainsi qu'à son corollaire, à savoir une réduction de moitié des émissions globales de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 et une division par quatre des émissions des pays industrialisés, et de prendre toutes les mesures nécessaires à la réalisation de ces objectifs,
- IV. Demande instamment aux gouvernements de tous le pays développés d'investir dans des programmes de Recherche-Développement qui développent et de mettent en œuvre des technologies qui permettent de capter les émissions de carbone,
- V. Demande à l'Union européenne d'adopter des objectifs plus ambitieux pour le secteur des transports tout en s'assurant de maintenir les emplois de milliers d'employés dans le secteur automobile,
- VI. Demande aux parlements de soutenir toutes mesures financières proposées par leurs gouvernements afin d'augmenter les investissements dans le domaine des technologies propres,
- VII. Demande instamment aux institutions financières de mobiliser des fonds pour des "projets verts",
- VIII. Demande aux parlements nationaux de suivre la mise en œuvre des législations visant à protéger de la déforestation et d'initier de nouvelles législations pour la reforestation et l'afforestation,
- IX. Demande aux parlements du sud de la Méditerranée de soutenir les réformes législatives et institutionnelles nécessaires à la création d'un marché régional intégré de l'énergie,
- X. Demande aux parlements nationaux de la Méditerranée d'organiser des débats parlementaires sur le sujet du Changement climatique et de soumettre des recommandations à leurs gouvernements, et de leur demander de promettre de négocier un accord global sur le climat sur la base du principe de solidarité globale,

- XI. Soutient la participation de parlementaires dans les négociations qui prendront place et encourage vivement la participation de délégations nationales mixtes à Copenhague et décembre 2009,
- XII. Appelle toutes les plateformes parlementaires régionales intéressées à unir leurs efforts avant le sommet de Copenhague afin de présenter les positions des parlementaires et des peuples qu'ils représentent aux gouvernements des Etats parties aux négociations de Copenhague.